



**Table ronde 4
des 4^e Rencontres
de l'éducation
populaire**

**« Exclusions sociales
et projets d'éducation populaire :
de quelle émancipation parle-t-on ? »**

Poser cette question dans le cadre des 4^e Rencontres de l'Education Populaire, invite à réfléchir à quelles conditions et de quelles façons, il est possible d'œuvrer aux côtés des personnes socialement exclues. Elle interroge, notamment pour les individus en grande précarité, la perspective qui soit celle de la (ré) appropriation de soi-même, du lien avec les autres, voire, de différentes formes d'émancipation personnelle et/ou collective.

Trois acteur.ice.s associatif.ve.s, Sibylle Arlet, Hugo Heckard et Jean Régis Rooijakers ont été invité.e.s à éclairer la question à partir de leurs expériences de terrain :

- **Sibylle Arlet**, responsable du projet « C'est pas du luxe », un festival qui met en lumière des projets artistiques co-réalisés entre personnes en situation de précarité, artistes professionnels et citoyennes et citoyens de tous horizons.
- **Hugo Hecquard**, directeur de La Cloche Sud, une association engagée dans la lutte contre l'exclusion sociale des personnes sans domicile et pour la participation de chacun et chacune à la vie de quartier, à la vie collective.
- **Jean Régis Rooijakers**, coordinateur de Just – Justice et Union pour la Transformation Sociale. Parmi ses différentes actions, Just travaille autour d'occupations temporaires et collectives de lieux alternatifs, en collaboration avec les personnes concernées - à savoir des personnes marginalisées et/ou en situation de vulnérabilité - les acteurs associatifs et les pouvoirs publics.

À leurs côtés :

- **Leïla Delannoy Aïssaoui**, actrice de la « sociologie populaire », sociologue, chercheuse rattachée au Sophiapol (Sociologie, Philosophie, Anthropologie Politiques - Université Paris Nanterre), Référente Recherche au sein de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Marseille et responsable de recherches-actions en détention ;
- et
- **Audrey Garino**, adjointe au Maire de Marseille en charge des affaires sociales, de la solidarité, de la lutte contre la pauvreté et de l'égalité des droits.

LEILA DELANNOY AISSAOUI

Sociologue

En ouverture de la table ronde, Leïla Delannoy - Aïssaoui, sociologue a présenté son travail de « sociologie artisanale et collective », en milieu carcéral : il s'agissait avec son intervention de mettre au jour des enjeux, des conditions et des méthodes qui soient à la fois éprouvées en détention, mais aussi transférables dans d'autres contextes, c'est-à-dire avec des personnes vivant des formes de disqualification sociale différentes. C'est donc une approche à la fois très spécifique et en résonance dans d'autres situations que Leïla Delannoy a partagé ce temps de réflexion consacrée aux exclusions.

Quelles sont ces méthodes populaires, artisanales et collectives mobilisées ? Qu'est-ce que les projets travaillés sous cet angle viennent bousculer, voire transformer, et à quelles conditions sont-ils opérants ?

« La prison est un instrument de **mal figuration de la réalité**, en ce sens que **la prison transforme des problématiques sociales collectives en problèmes individuels** ». **Dans ce contexte de glissement d'un produit social vers le purement individuel**, la sociologie populaire est un espace de **co (re)construction des représentations**. Ce recodage de la réalité peut également être travaillé par le prisme de l'art (ex : Lieux Fictifs, au centre pénitentiaire de Marseille-Baumettes). Il s'agit de **faire émerger d'autres narratifs**, à partir d'une autre manière de produire des sciences sociales et/ou des objets artistiques : en l'occurrence, travailler la mobilisation, construire du savoir avec plutôt qu'à partir de.

Il peut s'agir également, par la sociologie, de mobiliser les citoyens et citoyennes, en prenant appui sur l'écologie comme entrée pour étudier et critiquer des modes de fonctionnement inégalitaires,

extractivistes, des logiques d'exploitation, en pouvant **questionner l'intime articulé au global**. L'un des objectifs est de constituer « **un équipement intellectuel, sensible, esthétique** », pour construire de nouvelles formes de représentations, et faire émerger d'autres cadres de perception des réalités. Le recours aux sciences sociales comme outils / méthodes peut permettre d'introduire chez les professionnels une autre manière de regarder ce qui est fait et prolonger la présence, le travail sur le terrain, dans le temps, pour non seulement changer la manière de regarder mais aussi transformer les manières de faire. Le rapport entre surveillants et détenus peut ici être travaillé, avec une approche réflexive que la sociologie stimule et nourrit dans le temps long.

Autour de ces enjeux, au centre pénitentiaire de Marseille-Baumettes, un groupe de mobilisation a d'abord été constitué dans la Structure d'Accompagnement à la Sortie, puis dans un grand bâtiment de la maison d'arrêt, c'est-à-dire à un **endroit où on s'imagine généralement que rien n'est possible**. Ce groupe de mobilisation « citoyen et artistique » est constitué, « **sans démagogie, ni angélisme, et pourtant en horizontalité** » et tente d'interroger ce que les pratiques d'enfermement disent d'une société qui tend à fétichiser les parcours individuels, c'est-à-dire à traiter individuellement des troubles qui sont le produit de contextes sociaux.

Les outils du groupe sont les réunions, le cinéma, les ateliers théâtre, etc., pour pratiquer les sciences sociales, « triturer les expériences individuelles et collectives » avec l'aide de complices de l'extérieur : sociologues, philosophes, artistes, en raccordant les champs, non pas pour occuper du temps (même si faire autre chose qu'être enfermé est toujours constructif), mais pour produire ensemble de l'analyse et du récit. Pour ce faire, il convient de **dénouer la question de la légitimité / l'illégitimité**, notamment quand on n'a pas les mots considérés comme valides... Il s'agit dès lors de tenter de **déconstruire l'asymétrie entre les participant.e.s en nommant les choses** (ex : femme docteure en sociologie) et de là, travailler l'égalité / horizontalité, tout en **assumant et reconnaissant la technicité particulière des invités** de l'extérieur.

Il convient en outre pour ces invité.e.s de nécessairement **sortir du mythe infériorisant du sauvetage** (ex : par l'artiste, le sociologue), avec cependant pour tous les projets, l'objectif d'arriver à un **niveau d'exigence qui permette au projet d'être partagé**, et construire ensemble un **objet d'interpellation politique**.

« **Il s'agit de faire venir des gens sans démagogie, mais en se demandant comment on est utile au-dedans, comment on invite à plonger dans les coulisses méthodologiques de nos champs professionnels. Au-delà, il s'agit fondamentalement de venir rencontrer, prendre le temps de cette rencontre, avec honnêteté, en étant conscient.e de pourquoi on veut venir travailler en prison (y compris en déconstruisant une possible romantisation) : la permanence du groupe permet cette vérité, au-delà de la question des projets séquencés dans le temps** ».

SIBYLLE ARLET

Responsable du projet « C'est Pas du luxe ! »

« C'est pas du Luxe » est une expérience artistique et culturelle pensée comme un levier pour le travail social, et qui se donne à voir tous les deux ans fin septembre à Avignon. Avec son intervention, Sybille Arlet a présenté cette expérience, a décrit sa raison d'être, ses enjeux, et les questions qu'elle vient soulever, notamment quant aux conditions nécessaires pour que les projets dans lesquels s'engagent les personnes portent réellement en eux un potentiel émancipateur.

« C'est pas du luxe ! » est porté par la Fondation Abbé Pierre, La Scène nationale La Garance, L'association Le Village, Emmaüs France et la Ville d'Avignon, et regroupe différents projets artistiques, notamment dans le champ du spectacle vivant, tissés partout en France sur **le moyen voire le long terme, entre personnes en grande précarité, acteur.ice.s du champ social et artistes professionnel.le.s** ; le résultat de ce travail est présenté au fil d'une série de représentations dans les lieux partenaires à Avignon, tous les deux ans.

À l'origine de « C'est pas du luxe ! » :

- l'idée que « **un toit, c'est primordial, mais ça ne suffit pas !** ». La culture, et en son sein la pratique artistique, y sont donc pleinement revendiquées comme des droits fondamentaux pour toute personne.
- L'idée également que **ces projets ont des choses à dire au monde, qu'ils aident au changement de regard porté sur soi-même, mais aussi du regard du monde sur soi, sur la grande précarité.** De là, la conviction de la nécessité de montrer les choses de manière plus large que la « petite restitution habituelle », et ce dans le cadre symbolique d'Avignon, ville du plus prestigieux festival de théâtre de France.

Un tiers du public du festival est le public de la Fondation Abbé Pierre et autres (les personnes se produisent sur scène, mais viennent aussi parce que le **festival est véritablement accueillant, et déjoue le « c'est pas pour moi »**) ; les deux autres tiers sont composés du publics plus classiques, habitantes et habitants de la ville, voire de la région.

Si les projets prennent des formes diverses, la pratique artistique y est aussi systématiquement que possible pensée pour que la **relation d'égalité** existe au plus juste entre toutes et tous. Les projets sont faits à la fois pour et par les personnes. Deux exemples :

- **Le Grand Bazar des Savoirs** : porté par Didier Ruiz, avec **idée qu'on a toutes et tous en nous des savoirs**, et qu'on est capable d'en parler, qu'on peut les transmettre. Le Grand Bazar donne une place à chacun, autour de sujets autour duquel on se sent fort, en confiance, et ce avec un dispositif permettant cela (« speed dating » autour des savoirs, 1 à 1 en alcôve).
- **Le projet « Notre musée » autour de la Collection Lambert**, avec Mohamed El Khatib: co commissariat d'une exposition mêlant des œuvres de la Collection Lambert, d'une part, et des objets chers aux participants d'autre part. Ce projet induit la remise en cause du rapport à l'objet d'art et nous pose la question : qu'est-ce qui donne de la valeur aux choses ? Qu'est ce qui a sa place dans un musée ? En montrant des objets, des bibelots personnels, aux côtés d'œuvres d'art, ces co commissaires invitent à découvrir une collection sentimentale.

L'organisation du festival elle-même, par exemple la communication, est de plus en plus **co créé** avec les personnes (via des ateliers autour de la création des affiches du festival, par exemple.)

En outre, a été mise en place depuis la dernière édition, une recherche action sous la forme d'un **laboratoire photographique du festival** : des groupes de personnes documentent le festival autour de ce qui leur semble pertinent, posant ainsi un autre regard sur ce qui s'y joue, et comme prétexte pour se questionner collectivement quant à ce qu'apporte « C'est pas du luxe ! ».

L'un des enjeux forts de ce dispositif comme de « C'est pas du luxe ! » est la sortie des assignations, en invitant les personnes à devenir **productrices à la fois de contenus artistiques**, et de contenus ayant trait à la recherche.

Enfin, « C'est pas du luxe ! » est un objet d'interpellation politique, **contre « l'indifférence, qui est le plus grand des mépris. »**

Les personnes dans la salle et les intervenants invités ont notamment apporté les points suivants, en discussion avec Sybille Arlet et Leïla Delannoy Aïssaoui :

- Dans un contexte où la simple présence dans l'espace public des personnes pauvres est extrêmement compliquée à accepter pour certains pouvoirs publics, **le succès (et la simple possibilité d'être) de tels projets dépend fondamentalement de la volonté politique d'accueillir** : c'est aujourd'hui le cas avec la Ville d'Avignon.
- Au niveau national, un travail de plaidoyer vers les Ministères concernés est un chemin

indispensable. **Être pris au sérieux est un combat de tous les jours**, et ça passe par la reconnaissance des institutions quant au travail accompli.

- **Comme en prison à l'égard des détenus, il y a une nécessité absolue de ne pas être dans une forme de « fascination pour la pauvreté »** (romanticisation etc), d'une part, et d'éviter au maximum tout dispositif plaqué.
- **« Faire avec » implique de la subtilité dans la relation**, pour cela on a besoin de gardes fous, peut être avec un « tiers veilleur » pour **être aussi juste que possible, pour n'assigner à rien, pour être éthique, être réellement dans « le co »** (imaginer, construire etc.)

HUGO HECQUARD

Directeur de l'association La Cloche Sud

La Cloche est une association qui, un peu partout en France, lutte contre l'exclusion des personnes en situation de grande précarité, sans domicile. La Cloche sensibilise également les personnes « avec domicile » aux problématiques liées à la rue, et, globalement, tache d'œuvrer pour que, à l'échelle des quartiers, chacun, chacune se sente aussi bien que possible avec soi-même et avec les autres, avec pour ambitions et méthodes le lien social, la co construction permanente, et la reconnaissance de la dignité des personnes. La Cloche s'appuie sur la notion de bénévolat inclusif, sur un réseau de commerces solidaires Le Carillon, sur une organisation en gouvernance inclusive... Hugo Hecquard a présenté la Cloche, ce que l'on y fait, ce qui s'y joue, et à quelles conditions les projets ou dispositifs peuvent fonctionner.

Au 12^e siècle, une cloche sonnait pour marquer l'ouverture et la fermeture des Halles. Lorsqu'elle retentissait une seconde fois, les plus démunis venaient récupérer les invendus laissés par les commerçants. C'est de cette cloche nourricière et bienveillante que vient le mot « clochard » : il désignait à l'origine les personnes « qui vivaient de la Cloche », bénéficiant de cet élan de solidarité. Aujourd'hui, avec l'association La Cloche, nous réhabilitons ce symbole en un signal fort de mobilisation et de lien social. Nous portons une vision : celle d'une société inclusive, où chacun a sa place et prend part à la solidarité locale. Désormais, le terme « clochard » est parfois revendiqué par les personnes comme définissant une personne, sans ou avec domicile, bénévole à la Cloche (**stigmaté retourné !**).

En France 330 000 personnes sont sans domicile fixe et 83% de ces personnes souffrent de se sentir rejetées. 94% des citoyens déclarent quant à elles qu'elles aimeraient aider. De ces constats, que faire, comment faire ?

La Cloche travaille le bénévolat inclusif, c'est-à-dire la mise en exergue du pouvoir d'agir des personnes concernées en tant que bénévole (avec cette manière de faire ensemble, il s'agit de casser la relation aidant / aidé). Le bénévolat est utilisé comme outil de remobilisation spécifique dans les parcours de rue.

Les activités (théâtre, radio, chorale, cuisine...) sont envisagées non pas comme des finalités, mais plutôt comme des outils pour redonner des clés, créer du lien, et remobiliser des personnes qui ont notamment perdu le rapport au collectif et à soi-même. Il s'agit de remobiliser les compétences et les envies de chacun et chacune, avec l'idée d'identifier en outre des publics qui sont invisibilisés.

Par le biais **des rencontres de rue (maraudes de lien social)**, on prend le temps de la rencontre, pour **(re)créer du lien** de confiance, et ce avant de penser à proposer des activités, aller vers le bénévolat, ou encore la participation aux instances **de gouvernance inclusive**. **Dans le conseil d'administration de l'association**, il existe deux types de collègues : le collègue national, et les collègues régionaux, constitués de binômes : une personne en situation de précarité, et souvent une autre, qui n'est pas en situation de précarité. En outre, des conseils coopératifs locaux sont réunis mensuellement pour adapter les stratégies de terrain : toutes les actions sont votées dans ces instances, par les personnes sans domicile, qui sont donc **à la fois légitimes et responsables**,

et permettent, par leur expérience de la rue, d'adapter l'action de la Cloche au plus près des besoins.

À travers la gouvernance participative, mais aussi des initiatives comme le Carillon, qui est un réseau de commerces solidaires et le bénévolat inclusif, nous affirmons que **l'émancipation naît de la co-construction avec les personnes concernées**. Nos activités sont des outils pour **recréer des liens humains**, se réapproprier son temps et son espace, sortir de la relation aidant/aidé et redonner un pouvoir d'agir à tous, avec ou sans domicile. Ainsi, le réseau de commerces solidaires est développé en particulier par les personnes sans domicile, qui vont démarcher les commerces, expliquent les besoins, avec pour enjeu bien sûr la constitution / extension du réseau, mais aussi remettre de l'humanité dans les relations et **réaffirmer le pouvoir d'agir des personnes** en parcours de rue.

Nous travaillons la **solidarité de proximité**, c'est-à-dire que l'on met en synergie un réseau très local tous les acteur.ice.s : commerces, associations, services publics, les personnes concernées, entreprises, etc. A Marseille, 80% des bénévoles La Cloche connaissent ou ont connu un parcours de rue : il s'agit pour elles de **se sentir utiles, compétentes, et de retrouver de la légitimité dans l'espace public**. A noter que pour les bénévoles, avec ou sans domicile, pas d'engagement contraint, on vient quand on peut et veut.

Au cœur de la démarche :

- Faire ensemble, pas faire pour,
- **Incarner la joie au quotidien**, dans chaque interaction,
- **Laisser la place et prendre le temps**, car chacun et chacune a un rôle à jouer dans la société.

À La Cloche, la question du **changement de regard** (auprès des scolaires, des entreprises, du tout public) est rendue possible par le biais de **formations**, co animées par des personnes qui ont connu la rue. Au-delà, « **le changement que nous appelons de nos vœux est systémique : on souhaiterait disparaître !** Nous avons un système de franchise sociale: il s'agit de démultiplier l'impact sans se développer, et poser la question de comment on accompagne pour monter les choses au lieu de faire à la place de. »

JEAN REGIS ROOIJAKERS

Coordinateur de l'association marseillaise Just -
Justice et Union pour la Transformation Sociale

Comme Edgar Morin, Jean Régis Rooijakers porte la conviction que des approches plurielles sont nécessaires non seulement pour penser le monde, mais aussi, concrètement, pour dépasser les logiques de silos – par exemple entre travail social, santé, éducation populaire – et ainsi permettre aux personnes de se situer réellement au centre des dispositifs. Pour Just, la coopération des acteurs – et avant tout la coopération avec les personnes exclues ou vulnérables – est le préalable indispensable à toute action.

Just accompagne des occupations temporaires et collectives d'espaces, comme alternatives à la vie en squat, en bidonville ou à la rue. À Marseille, parmi divers projets, Just a créé l'Auberge Marseillaise dans le 8^e arrondissement, un refuge pour les femmes et enfants en situation de grande vulnérabilité. Plus récemment, l'association a ouvert dans le 9^e arrondissement le GR1, « un lieu ressource solidaire pour les jeunes exilés ».

Quels sont les enjeux de ces projets, comment fonctionnent-ils, et que permettent-ils de déplacer / créer ?

La précarité, dans les marges sociales (Jean Furtos), engendre la **perte de confiance en soi, en l'autre, la chosification, et l'absence d'espoir.**

Autour de ce constat, et en contradiction avec tout « temps libre capitaliste », nous travaillons des tentatives de réponses sous formes d'« **aventures collectives** » en assumant la contradiction, la dispute, comme sources de créativité, d'une part, et le droit à la tentative, à l'erreur, d'autre part.

Quel que soit le projet, nous proposons de **faire ensemble, à plusieurs associations, collectivités, etc. afin de disposer d'un maximum de ressources pour répondre aux besoins.** C'est ce que l'on a fait avec la Ville de Marseille autour de l'Auberge Marseillaise : on avait comme enjeu de travailler avec une trentaine d'enfants présentant différents traumatismes : certains d'entre nous avaient une expérience de travailleur social (c'est-à-dire 1 professionnel, pour accompagner 1 personne), mais aucun n'avait l'expertise pour la gestion de grands groupes. De là, nous nous sommes rapproché.e.s de la Ville, qui avait cette expertise via la Ligue de l'Enseignement, pour travailler avec elle une forme d'accueil de loisirs qui réponde aux besoins de ces enfants.

L'Auberge accueille des femmes en très grande précarité et/ou vulnérabilité (rue, prostitution, addictions etc) et leurs enfants ; avec l'Auberge, comme avec d'autres projets de Just, il s'agit de mettre à disposition des mètres carrés, pour les personnes ; et par la réponse institutionnelle, contribuer à leur reconnaissance et à la transformation politique.

L'Auberge propose à chaque résident un « espace intime sacralisé », des espaces collectifs (pour les résidents et/ou les équipes) et donc un centre de loisirs, conçu pour soulager les femmes et aider les enfants à redevenir des enfants, notamment par le jeu, et avec l'aide d'animateur.ice.s compétent.e.s (la Ligue de l'Enseignement). L'Auberge compte également une agora des femmes et une agora des enfants, qui sont des espaces d'expressions des besoins et de définition des projets. Son fonctionnement est celui de la **sociocratie**, c'est-à-dire qu'elle repose sur **la liberté et la co-responsabilisation** des acteur.ice.s. L'approche est celle de la **coopération**, considérant que l'horizontalité parfaite n'existe pas.

Notre éthique repose sur le **pouvoir partagé**, l'open source, la communauté, c'est-à-dire la **transparence** vis-à-vis de toutes et tous sur tout, notamment sur les financements ; le respect de l'erreur et de l'aventure, avec la notion de **tentatives**, d'incertitudes communes. mais aussi une **approche pro active**, toujours orientée solution pour répondre aux besoins de celles et ceux qui les vivent et les ont identifiés, avec pour corollaire que « quand on ne sait pas faire on va chercher les copains ! Et on réajuste, toujours, ce qui fonctionne moins bien ». Dans un même ordre d'idées, des collectifs très différents peuvent être amenés à être réunis autour de rénovations urbaines (Yes We Camp et Nouvelle Aube autour du Village Club par exemple) : c'est dans l'association de ces réseaux qu'ont pu être trouvées des **solutions innovantes**, d'une part, et des **transferts de savoirs** d'autre part.

Entre les actrices et acteurs, notamment vis-à-vis des résidents, la posture est celle de **l'écoute de l'autre, avec la discussion comme une obligation de fait.**

Comme à La Cloche, **la célébration, la fête, la joie**, occupent une place importante dans notre manière de faire lien et acte politique.

La colère est également un moteur, à savoir la colère légitime vis-à-vis d'un système globalement mortifère, et vis-à-vis duquel l'apaisement n'est pas possible. La question étant comment autoriser cette colère, l'accueillir, puis faire alliance, pour ensuite la transformer en force créatrice ?

Les personnes dans la salle et les intervenants ont notamment apporté les points suivants, en discussion avec Hugo Heckard et Jean Régis Rooijkers :

- **Il s'agit de ruser, revisiter la sociologie pour la rendre audible, et sortir de l'aveuglement généralisé autour de phénomènes non compris.**

- **Le temps libre pour les personnes disqualifiées telles que celles aux côtés desquelles œuvre Just, c'est d'abord un temps pour la protection, puis pour la transformation des choses (Auberge Marseillaise.)**
- Le travail sur la dimension symbolique est essentiel, il s'agit de se sentir autorisé à investir la ville, et, de là, **réapparaître comme sujet politique** (en opposition à toute -au-delà de l'assignation...- chosification)... **Ce qui n'est pas la même intention que chercher à insérer... puisque se pose la question : « chercher à insérer dans quoi, dans ce qui a produit tous les dysfonctionnements et injustices contre lesquels nous luttons ? » (« insertion » et transformation politique vont dès lors nécessairement de pair).**

AUDREY GARINO

Adjointe au Maire de Marseille en charge des affaires sociales, de la solidarité, de la lutte contre la pauvreté et de l'égalité des droits.

En fin de table ronde, Audrey Garino a apporté, quelques éléments autour de la politique publique marseillaise en matière d'affaires sociales, de solidarité, de la lutte contre la pauvreté et d'égalité des droits. Ces éléments, faisant écho aux propos des quatre intervenant.e.s et du public, ont constitué la conclusion de ce temps de réflexion autour de deux réalités apparaissant souvent comme incompatibles : exclusion sociale et émancipation.

On trouve à Marseille depuis des décennies à la fois une pauvreté structurelle et des inégalités sociales puissantes qui structurent la ville : sur ce territoire-là, aussi contrasté, changer le regard sur soi-même, sur les autres, est un enjeu particulièrement fort.

Pour les personnes en **situation de précarité, le temps libre n'existe pas**, le quotidien étant traversé de trop de contraintes, trop de difficultés, pour avoir et bénéficier du temps libre. Dans d'autre cas, le temps « libre » (ici dans le sens de sans occupation, sans but..) est subi : pour les jeunes mineurs en errance, par exemple, comment rendre fertile ce temps, pour elles et eux-mêmes ? Cela se travaille sur le temps long.

Pour rendre les choses possibles à chaque personne, y compris la plus précaire ou vulnérable, les politiques publiques doivent prendre toute leur place. Les politiques sociales sont des politiques de transformations, pour les personnes à qui elles s'adressent et au-delà. Or, il y a pour ce faire, là encore, **nécessité du temps long**, ce qui est peut être complexe vis-à-vis du temps politique. Outre la question du temps, la **question du résultat**, de l'évaluation, pose problème : qu'est-ce qu'on regarde ?

Accepter l'expérimentation, et donc la prise de risque, est essentiel pour une collectivité telle que la Ville de Marseille, mais il est nécessaire pour ce faire de prendre appui sur des acteurs expérimentés. **C'est de l'expérience que naît la possibilité d'être disruptif** (cf : Auberge Marseillaise)...de l'expérience, et de **la confiance** mutuelle entre les acteurs. Cette notion d'expérimentation (pourtant à l'appui, nécessairement, de l'expérience et l'expertise) vient se confronter à des contraintes normatives étatiques qui peuvent en limiter les possibilités.

Lutter contre les inégalités, c'est une question de temps, mais aussi d'espaces : comment pour chacun.e aider à mieux vivre la ville ? Une **réflexion sur la proximité**, pour limiter les déplacements est essentiel.

La Ville dispose d'un plan pauvreté dans lequel nous avons été très volontaires pour que figure la dimension d'accès à la culture dès l'année 1. Ce n'était pas attendu, alors que c'est un axe essentiel de toute politique du temps libre. Au cœur de ce plan, différents types de personnes, notamment :

- **Les enfants qui vivent dans des bidonvilles** : adossé au plan pauvreté général, nous sommes la seule ville à disposer d'un plan pauvreté spécifique enfants avec là encore un enjeu d'accès aux loisirs et à la culture. Il est fréquent que les enfants ne soient pas considérés (et ne se vivent pas) comme des habitants à part entière, à plus forte raison

dans les bidonvilles ; or il est nécessaire qu'ils et elles puissent se reconnaître comme tel ! La pratique artistique peut y contribuer. C'est ce qui est mis en place avec des enfants Roms vivant dans des bidonvilles : il s'agit d'abord **de créer une échappée d'un quotidien souvent très difficile, de rencontrer d'autres enfants, de découvrir la ville, d'ouvrir le champ des possibles** ; l'AMI (Aide aux Musiques Innovatrices) œuvre autour de tout cela, et sans attendu spécifique de notre part, au-delà de ces objectifs-là. Là aussi, en confiance, on se donne le droit d'expérimenter, et, malgré les difficultés, les constats sont bons, avec des familles qui commencent à s'impliquer, au bout de 3 ans. Les **parcours scolaires tendent à devenir plus fluides, et une meilleure relation aux travailleur.euses et travailleurs du champ social** s'établit : c'est aussi cela que le travail artistique peut permettre, un travail social encore plus efficient.

- **Les personnes très âgées prises en charge par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)** : il existe une très grande précarité chez ces personnes, associée à un isolement massif et destructeur. Ces personnes connaissent **une double discrimination** avec la grande pauvreté d'une part, et le grand âge d'autre part, qui entraîne un phénomène de glissement. De là, nous avons développé une **politique intergénérationnelle** : les résidences ont des chambres pour étudiants précaires, qui s'engagent à donner trois heures de temps libre hebdomadaire aux personnes âgées. On se rend compte que ce cadre horaire est souvent dépassé, sur la simple volonté de chacun et que de projets entre résidents jeunes et âgés se montent de façon autonome. C'est exactement à cela qu'on souhaitait aboutir ! Cette logique intergénérationnelle est également à l'œuvre pour les jeunes décrocheurs, avec un lien incroyable entre jeunes et âgés à la Maison de l'apprenti : les choses se tissent grâce aux personnes, et grâce aux professionnels, qui enrichissent les expériences en propositions, en outils, etc. C'est un travail qui permet de redonner une **utilité /légitimité sociale croisée**, une reconnaissance croisée. (Re) donner la légitimité de faire, pour autrui, pour soi-même, comme tout un.e chacun.

Ce que l'on peut retenir ...

A la question « Exclusions sociale et projets d'éducation populaire, de quelle émancipation parle-t-on ? », les prises de paroles ayant ponctué cette table ronde permettent de conclure que, pour que situations d'exclusion(s) et émancipation puissent être des réalités compatibles, il convient de :

Privilégier le faire avec, plutôt que à partir de/pour, et, ce faisant, œuvrer vers un maximum d'horizontalité du collectif. Une attention constante est nécessaire pour que la place de chacun, et les actions mises en œuvre soient travaillées avec justesse (via des « tiers veilleurs ? ») et évitent instrumentalisations et/ou assignations...

Hors de toute démagogie, être conscient et assumer les savoirs et savoir-faire particuliers (artistiques, sociologiques, etc) des professionnels engagés, mais ce comme **au service du groupe** (et non pas de son propre discours artistique, politique etc.)

Travailler avec un niveau d'exigence élevé, comme une forme de respect vis-à-vis des personnes d'une part, et pour la construction d'objets efficaces d'interpellation politique d'autre part. Pourtant, envisager ces projets à la fois comme des fins en soi, mais aussi (et surtout ?) comme des outils de lien, entre les personnes, et à soi-même.

Privilégier et articuler le temps long et le très local: prendre le temps de lien, à la juste échelle, avant d'entrer (le cas échéant !) dans une logique d'activité / de projet.

Du côté des professionnels, (tenter d') incarner la joie au quotidien, dans chaque interaction, ce qui n'exclue pas la colère (saine, légitime, créatrice).

Porter la conviction qu'on a toutes et tous des choses à dire au monde, à partir de savoirs que l'on porte, en articulation avec les autres et, au besoin, à l'appui des professionnels (champ de l'art, de la sociologie etc)

De là, participer à se (re)découvrir utile, compétent.e, et retrouver de la légitimité dans son propre regard et dans celui d'autrui, par le biais des actions, mais aussi par des organisations privilégiant à la fois la liberté et la responsabilité de chacun. (sociocratie).

Dans un contexte budgétaire et normatif contraint, affirmer du côté des collectivités l'accompagnement à l'expérimentation, en prenant appui sur l'expérience des acteurs, dans une relation de confiance.

Dépasser les visées purement normatives, pour collectivement, adopter des visées transformatives, au bénéfice de chacune et chacun.